



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARRETE/2023/n°741/6.1

**AUTORISATION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
REGLEMENTATION TEMPORAIRE DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION**

Objet : TOURNAGE ITC PROD SERIE « ICI TOUT COMMENCE »

LE MAIRE,

Vu le Code de la Sécurité intérieure et notamment les articles L131-1 à L132-7 et L131-1 à L131-2,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire,
Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée relatives aux droits des communes, des départements et des régions,
Vu l'article R. 635-1 du Code Pénal,
Vu le Code de la Route notamment les articles R 411-5, R 411-25, R.417-10-10° et R.432-1,
Vu le Code de la Justice Administrative, pris notamment en ses articles R421-1 à R421-7,
Considérant la demande en date du 15 novembre de M. Fabrice NATIVO, Régisseur Général – Production ITC PROD - Série « Ici tout commence » - Château de Calvières – 164 place de la République 30220 SAINT-LAURENT D'AIGOUZE,
Considérant qu'il convient de règlementer l'occupation du domaine public,
Considérant qu'il convient de prendre toutes les mesures utiles à la sécurisation des personnes et des biens sur les lieux du tournage,

ARRETE

ARTICLE 1 : Date :

Le Maire d'Aigues-Mortes autorise la Production ITC PROD - Château de Calvières – 164 place de la République 30220 SAINT-LAURENT D'AIGOUZE à occuper le domaine public, dans le cadre du tournage de la série « Ici Tout Commence » le jeudi 30 novembre 2023 de 07 heures 00 à 12 heures 00.

ARTICLE 2 : Lieux :

Le tournage de la série est autorisé :
- Chemin de Quincandon

ARTICLE 3 : Respect et intégrité du domaine public

Par ailleurs, l'autorisation d'occupation du domaine public est accordée sous réserve du respect de l'intégrité des sols, du mobilier urbain, des végétaux compris dans l'emprise de l'autorisation.

Les opérations de nettoyage consécutives à l'occupation du domaine public sont à la charge du pétitionnaire.

En cas d'anomalie, la Ville d'Aigues-Mortes se réserve le droit de facturer les opérations de remise en état ou de nettoyage nécessaires.

ARTICLE 4 : Stationnement :

La Production ITC PROD est autorisée le jeudi 30 novembre 2023 de 07 heures 00 à 12 heures 00, pour les besoins du tournage, à stationner leurs véhicules Chemin de Quincandon sur une distance de 100 mètres, en amont et après le n° 1150 du dit-chemin.

ARTICLE 5 : Circulation :

La Production ITC PROD est autorisée, pour les besoins du tournage, à interrompre, de façon momentanée, la circulation de tous les véhicules et piétons Chemin de Quincandon (lieu de tournage).

L'interruption de la circulation est uniquement et strictement réservée au moment des prises de vues. En dehors, la circulation des véhicules et piétons est rétablie. L'alternance de la circulation sera effectuée par les employés de la Production ITC PROD

ARTICLE 6 : Sécurité :

La Production ITC PROD prendra toutes les mesures nécessaires afin que le tournage se fasse en toute sécurité.

La responsabilité de la Production ITC PROD sera substituée à celle de la commune, si celle-ci venait à être recherchée, pour tout accident ou incident, qui sera la conséquence d'un manquement de la présente réglementation

ARTICLE 7 : Verbalisation :

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par procès- verbaux et poursuivis conformément aux textes et lois en vigueur.

ARTICLE 8 : Délai et Voies de Recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – www.telerecours.fr) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

ARTICLE 9 : Application :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie d'Aigues- Mortes,

Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité

Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Gendarmerie d'Aigues-Mortes/ Grau du Roi,

Madame la Commandante de la Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes,

Monsieur le Chef de Service de Police Municipale d'Aigues- Mortes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes le 16 novembre 2023

Le Maire,

Pierre MAUMEJEAN



